



Élisabeth Vallet Trump assainira-t-il Washington de ses *lobbys*? Page B 2

Guy Taillefer Les propos de Trump sur le nucléaire sont irresponsables Page B 4

Idées Sous ses airs joyeux, la fête de Noël ne tait pas les tragédies de ce monde Page B 5

PERSPECTIVES

CAHIER B • LE DEVOIR, LES SAMEDI 24 ET DIMANCHE 25 DÉCEMBRE 2016



Le maire de Berlin, Michael Müller, la chancelière, Angela Merkel, le ministre de l'Intérieur, Thomas de Maizière, le ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, et le sénateur berlinois de l'Intérieur, Andreas Geisel, déposent des fleurs à un mémorial dressé à la suite de l'attentat commis à Berlin, le 19 décembre, alors qu'une pancarte indique « Berlin frappée en son cœur ».

ATTENTAT À BERLIN

Prudence et conséquences

L'Allemagne et l'Europe après l'attentat au marché de Noël

Le professeur Sebastian Lange enseigne en sciences politiques à l'Université Humboldt à Berlin. Il est un spécialiste du terrorisme international et du djihadisme en particulier. *Le Devoir* l'a rejoint dans la capitale allemande.

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE BAILLARGEON

Avez-vous été surpris en apprenant l'attaque du marché de Noël, lundi soir?

J'étais à la maison au moment de l'attaque. J'ai bien sûr été surpris. En même temps, ça ne pouvait pas être si étonnant, puisqu'il est évident depuis des années que l'Allemagne est une cible pour le groupe État islamique. L'Allemagne fait partie de la coalition des pays engagés contre ce groupe et a soutenu les interventions militaires en Afghanistan et en Irak. C'était donc clair pour nous que l'État islamique cherchait à recruter des combattants pouvant frapper sur notre territoire. C'était aussi clair que ce recrutement semblait plus difficile que dans certains autres pays de l'Europe. Le groupe a plus facilement trouvé des membres en France et en Belgique.

Pourquoi?

On ne le sait pas précisément. On sait, par contre,

qu'il y a relativement plus de djihadistes en France et en Belgique. On croit que les personnes allemandes qui sympathisent avec l'idéologie djihadiste semblent moins enclines à participer à des attaques-suicides.

Après l'attaque à Berlin perpétrée par Anis Amri, des raids de police ont été organisés dans plusieurs villes du pays. Il y aurait donc un réseau djihadiste en Allemagne?

C'est un peu difficile de juger cette situation. Bien sûr, les djihadistes tentent de recruter leurs partisans parmi les adeptes du salafisme [une mouvance intégriste dont une branche prône la lutte armée et les attentats-suicides]. Mais ce n'est pas vrai que tous les salafistes deviennent des djihadistes. En Allemagne, il semble établi que nous avons environ 9000 personnes supposées appartenir au mouvement salafiste. La police et d'autres experts pensent que seulement environ 500 ou 600 d'entre elles seraient prêtes à utiliser la violence. En alle-

mand, on les appelle les *Ge-fährder* [perturbateurs].

Les services secrets et la police les surveillent. Anis Amri était fiché. Il a été épié pendant des mois. Des critiques parlent d'une faute du système qui l'a laissé filer. Qu'en pensez-vous?

Les services américains et la police allemande le connaissaient. Ils l'ont en quelque sorte échappé dans les dernières semaines. Ça ressemble bien sûr à un échec. Mais c'est très difficile de toujours savoir où sont ces personnes.

La police allemande a-t-elle les outils juridiques pour faire ce travail de surveillance et de prévention?

Il faut un mandat délivré par un juge pour pouvoir espionner une personne soupçonnée. Il y a eu un important débat en Allemagne autour de la question des mandats de surveillance et de la définition de ce qui constitue un soupçon clair. Les partis conservateurs veulent assouplir les règles de surveillance, ce que refusent les autres partis. La *Bundesverfassungsgericht* [la cour constitutionnelle fédérale] joue un rôle important dans ce débat. Elle n'autorise pas la surveillance sans de sérieux soupçons.

On apprend aussi que le suspect, abattu en Italie, un jeune délinquant immigré de la Tunisie, a peut-être été radicalisé dans les prisons italiennes où il a passé quatre années. N'est-ce pas un *pattern* courant, les prisons servant d'écoles du djihadisme, et comment pourrait-on couper ce lien néfaste?

En fait, les recherches sur le terrorisme ne disent pas clairement qu'il existe un tel *pattern*. En général, les terroristes et les djihadistes semblent être des gens ordinaires sans parcours particulier. Mais certains chercheurs pensent en effet qu'il y a des liens entre les jeunes hommes recrutés en Europe et la criminalité délinquante.

Anis Amri était originaire de la Tunisie et ne provenait donc pas de la Syrie comme des centaines de milliers de migrants récents en Allemagne. Cette origine va-t-elle en partie teinter l'analyse et les conséquences politiques de l'attentat à Berlin?

L'attaque date de lundi. C'est difficile de prévoir ses conséquences. Personnellement, j'ai été un peu surpris par la réaction, disons, assez prudente de la société allemande, mais aussi de la classe politique. Évidemment, les

VOIR PAGE B 3 : BERLIN

AVORTEMENTS TARDIFS

Un accès parsemé d'obstacles

Chaque année, au moins une douzaine de Québécoises enceintes de plus de 24 semaines partent, avec leur ventre et leur passeport, se faire avorter dans une clinique américaine, car leur propre système de santé est incapable de leur fournir ce soin.

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Il est arrivé à quelques reprises au Dr Jean Guimond, qui coordonne les interruptions volontaires de grossesse (IVG) de troisième trimestre au CIUSSS du Centre-Sud, à Montréal, de devoir trouver un plan B pour une patiente qui ne pouvait pas voyager. Les circonstances sont toujours exceptionnelles, raconte-t-il. Nous en avons eu un exemple éloquent, cette semaine, alors qu'une femme a confié au *Devoir* qu'elle a dû recourir à un avocat, après que le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) eut refusé de pratiquer l'avortement à la suite de l'émission d'un avis éthique.

Les médecins avaient décelé dans son fœtus des anomalies probablement non létales. L'établissement n'a donc pas voulu procéder à l'IVG, malgré les demandes répétées de la femme. Elle était dans l'impossibilité de se rendre aux États-Unis. Elle a pu interrompre sa grossesse dans un autre hôpital grâce au soutien d'un avocat et de médecins qui ont accepté de l'aider.

Un « blocage » à tous les niveaux?

Le Devoir a rencontré le Dr Jean Guimond dans son bureau du centre-ville de Montréal, plus tôt cette semaine. Il se scandalise du « blocage à tous les niveaux » qui empêche les femmes enceintes de plus de 24 semaines de recourir à une IVG au Québec. Et ce, malgré le fait qu'au Canada, peu importe le stade ou la viabilité du fœtus, l'avortement est un droit.

« On pourrait absolument traiter ces cas au Québec », soutient le médecin, car l'expertise existe bel et bien. Mais les pressions exercées pour ne pas que ces procédures se dé-

roulent entre les murs des hôpitaux qui pourraient l'offrir sont énormes. À son avis, il peut arriver que des hôpitaux acceptent « pour des raisons humanitaires ». « Mais ils ne vont pas le dire », ajoute-t-il.

À quelques reprises au fil de sa carrière, il a donc dû venir en aide à des femmes qui voulaient interrompre leur grossesse à un stade avancé, alors qu'un hôpital refusait de procéder et qu'elles ne pouvaient pas voyager aux États-Unis. Complètement désespérée, une patiente s'est même déjà présentée à son bureau après l'avoir « googlé ». Heureusement, ces cas sont très rares, mais il raconte avoir chaque fois remué ciel et terre pour les aider, non sans s'être attiré certaines foudres.

De multiples raisons peuvent empêcher une femme de traverser la frontière américaine. Même si l'âge pour consentir à des soins au Québec est de 14 ans, les mineures ont besoin de la signature de leurs deux parents aux douanes. Les femmes qui consomment de la drogue, qui ont des problèmes de santé mentale ou qui ont un casier judiciaire, celles dont le statut au Canada est complexe — illicites, réfugiées, immigrantes — font aussi face à une impossibilité de voyager ou risquent de subir des délais importants pour obtenir un visa. Il arrive aussi que des raisons médicales entrent en ligne de compte, comme un risque jugé élevé qu'une césarienne soit nécessaire.

Sans compter le stress auquel sont soumises les femmes dans les cliniques américaines, « où il y a toujours des manifestants », rappelle le Dr Guimond. En 2009, un médecin de la clinique du Kansas, le Dr George Tiller, a même été assassiné. « Ce n'est pas parce que les femmes sont

VOIR PAGE B 2 : ACCÈS

Une procédure rare

25 000 interruptions volontaires de grossesse ont eu lieu au Québec en 2014, selon les plus récentes données rendues publiques par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Le taux d'IVG pour 1000 femmes âgées de 15 à 44 ans est en baisse : il est passé de 19 en 2004 à 16 en 2014. Environ 92% des IVG surviennent au premier trimestre de grossesse. Cette procédure est accessible dans toutes les régions du Québec. Quelque 2000 IVG pratiquées à plus de 14 semaines de grossesse surviennent chaque année au Québec, soit environ 8%, selon le plus récent portrait dressé par le Conseil du statut de la femme, lequel remonte tout de même à 2007. Trois régions offrent ce soin : Québec, Montréal et Sherbrooke, et ce, jusqu'à 21 à 23 semaines de gestation, selon l'établissement. Le CLSC des Faubourgs, à Montréal, a pour mandat les IVG entre 20 et 24 semaines. Très peu d'avortements ont lieu au troisième trimestre. Le CIUSSS du Centre-Sud de l'île de Montréal, où les patientes doivent être dirigées, envoie chaque année entre 12 et 24 femmes dans des cliniques américaines, aux frais du gouvernement du Québec. C'est moins d'une IVG sur 1000.

PERSPECTIVES

ÉTATS-UNIS

La malaria de Washington

ÉLISABETH VALLET



Il est temps, clamait le candidat Trump il y a seulement quelques semaines, de «drainer le marécage [drain the swamp]». Il reprenait ainsi une métaphore toute washingtonienne, pourtant fautive, voulant que la capitale ait été construite sur un marécage.

Mais voilà, Trump n'est pas encore au milieu du gué que même son camp commence à douter que le marais soit un jour expurgé de la malaria. Comme Newt Gingrich l'a laissé entendre il y a trois jours (pour se rétracter le lendemain, il est vrai), on est loin, au vu des nominations en cours, de purger le marais des lobbys et des intérêts particuliers. Il est difficile, disait le président Reagan en 1983, «lorsqu'on est pris au milieu des alligators, de se souvenir que l'objectif premier était d'assécher l'étang boueux». Barack Obama a tenté de le faire en limitant par décret l'existence de portes tournantes entre le gouvernement et les lobbys — il a partiellement échoué.

La faute en partie au spoils system, selon lequel «les dépouilles appartiennent au vainqueur». Ainsi, 4100 personnes doivent être nommées par le nouveau gouvernement en place pour mener les agences, bureaucraties et ministères. Parmi elles, 1212 — secrétaires ministériels et leurs adjoints, dirigeants de la plupart des agences gouvernementales, ambassadeurs, etc. — doivent être auditionnées au Sénat et soumises à une vérification des potentiels conflits d'intérêts et antécédents à des fins de sécurité nationale. Et ces nominations sont un indicateur des orientations du nouveau gouvernement, qui a donc plus de 70 jours pour mettre en place une structure opérationnelle, à laquelle cela prendra au moins six mois avant de pourvoir tous les postes.

D'ores et déjà, le président, qui va entrer en fonction dans un mois, a nommé au sein de son cabinet trois personnes sans expérience (parmi lesquelles Ben Carson), une poignée de politiciens (dont les deux tiers viennent du Dixie-land), quatre militaires. Outre deux anciens lobbyistes, il a nommé huit présidents de grandes entreprises : deux ont des liens avec Goldman Sachs, trois ont fait leur fortune avec la crise — des fonds d'investissement spéculatifs à la restructuration d'entreprises en faillite, ou encore aux saisies de maison à cadence quasi industrielle. Tous sont des conservateurs fiscaux, certains opposés à la hausse du salaire minimum, partisans de la réduction des services sociaux de base et de la fin de l'assurance maladie telle que mise en place par Obamacare, parfois préférant les robots aux travailleurs, niant l'existence de changements climatiques, ou proches — très proches — de l'industrie pétrolière.

Force d'inertie

Or, pendant ce temps, la vie continue à Washington. Et c'est peut-être là où le nouveau gouvernement va trouver le temps long. En effet, les agences et la bureaucratie fédérales jouent un rôle déterminant dans la production de normes qui encadrent et définissent la structure de la gouvernance. Elles représentent 4 millions de personnes dont le cœur ne va pas à Trump, comme en témoignent les résultats électoraux dans la capitale et sa couronne. Cela ne veut pas dire que les bureaucraties ne travailleront pas avec le nouveau gouvernement, mais cela peut induire une force d'inertie plus grande, notamment si la transition est mal gérée.

Et des transitions chaotiques peuvent mener à des désastres. La FEMA, menée par un administrateur inexpérimenté comme Michael Brown, avait encore, à la veille de l'ouragan Katrina, qu'elle a géré de manière catastrophique, 17 postes politiques non pourvus. Sous le gouvernement transitoire de Trump, le questionnaire envoyé aux administrateurs du département de l'Énergie demandait la liste des employés et sous-traitants ayant participé à des programmes liés aux changements climatiques ou à la réduction de l'empreinte carbone et leurs contributions à des sites Web liés à ces questions. Le département a répondu qu'il ne disposait pas de ce type d'information, mais le dommage est déjà fait : le sentiment qu'il y a désormais une chasse aux sorcières est là. Les médias ne s'y trompent d'ailleurs pas : le Washington Post et le New York Times mettent déjà des lignes à l'eau, comme au temps de Nixon, car la fuite est un mode de communication classique à Washington, particulièrement lorsque les dissidences ne peuvent trouver de voie bureaucratique.

Alors que ce sont souvent les outsiders qui affirment la nécessité d'affranchir le gouvernement des lobbys et des conflits d'intérêts, ils finissent toujours en alligators eux-mêmes une fois au sommet de la chaîne alimentaire. On peine donc à voir en quoi l'électeur de cette fameuse classe moyenne blanche du Midwest va y trouver son compte. Les 17 membres du cabinet de Trump pèsent 9,5 milliards de dollars, soit l'équivalent des 43 millions de foyers américains les plus pauvres. Ils appartiennent à une élite économique dont les ramifications s'étendent dans des think tanks conservateurs et libertariens bien établis, comme l'American Enterprise Institute ou la Heritage Foundation, et dont les membres commencent déjà à infiltrer le gouvernement en place.

Le marais n'est pas moins boueux en cette veille de Noël. L'apprentissage du nouveau président ne fait que commencer.

RUSSIE

La nostalgie de l'URSS se porte bien

NICOLAS MILETITCH

à Moscou

Vingt-cinq ans après la fin de l'URSS, une grande partie de la population russe regrette la chute de l'empire, un sentiment entretenu par le Kremlin, qui s'emploie depuis des années à réhabiliter le passé soviétique.

À la question «Regrettez-vous la chute de l'URSS?», 56% des personnes interrogées répondent oui, 28% disent non et 16% ne se prononcent pas, selon un sondage réalisé en novembre par l'institut indépendant Levada.

«Le souvenir des pénuries et de la pauvreté a disparu chez les personnes âgées. Et l'image idéalisée de l'époque soviétique sert de comparaison pour critiquer la situation actuelle», relève le directeur du centre Levada, Lev Goudkov.

La jeune génération, elle, a du mal à se faire une idée de ce qu'était l'Union des républiques socialistes soviétiques, dirigée pendant plus de 70 ans par un parti unique (le Parti communiste) à l'idéologie marxiste-léniniste, sans liberté politique ou religieuse, avec une répression qui a fait des millions de morts, fusillés, envoyés au Goulag ou exterminés par la faim.

«Les jeunes disposent d'une image très empreinte de nostalgie, transmise par l'ancienne génération ou des clichés idéologiques véhiculés par la télévision», regrette Lev Goudkov.

Une expérimentation sociale

Que penser de l'URSS 25 ans après sa fin? Dmitri Kisselev, le patron du groupe de presse d'État Rossia Segodnia, a donné le ton, à la mi-décembre, sur TV Rossia 24 : «Le but était de réaliser le paradis sur Terre. On a réussi à faire beaucoup.»

Il s'agissait d'une «expérimentation sociale grandiose», a-t-il ajouté dans un reportage intitulé *L'expérience bénéfique de l'URSS*.

À la télévision comme au cinéma, de nombreux films donnent une image positive de l'Union soviétique, que ce soient des documentaires consacrés aux anciens dirigeants Leonid Brejnev et Iouri Andropov ou une série qui passe actuellement sur la première chaîne, *Une passion secrète*, où les agents du KGB chargés de traquer les dissidents sont présentés sous un jour favorable.

À l'opposé, ceux qui s'occupent aujourd'hui des pages sombres de ce «passé lointain», comme l'ONG Memorial, qui étudie les répressions sous le régime soviétique, de 1917 à 1991, sont régulièrement accusés de se livrer à des activités «non patriotiques».

Mais pourquoi le Kremlin s'appuie-t-il sur le passé soviétique?

D'une part, le sentiment que la Russie a, par essence, vocation à être un empire est toujours vivace dans la population. D'autre part, en entretenant le «mythe soviétique», les autorités espèrent «opposer la Russie au reste du monde» pour mieux justifier sa politique de «citadelle assiégée», estime l'historien Nikita Petrov, de l'ONG Memorial.



ALEXANDER NEMENOV AGENCE FRANCE-PRESSE

Des journaux communistes sont encore vendus dans les rues de Moscou.

Les relations déléterées entre Moscou et Occidentaux, notamment dans les dossiers syrien et ukrainien, ravivent aussi le souvenir des années de confrontation entre l'URSS et les pays de l'OTAN, ce qui renforce l'idée d'une opposition naturelle entre les deux camps. Jamais depuis la dislocation de l'Union soviétique Russes, Américains et Européens n'ont-ils autant parlé d'une nouvelle guerre froide.

L'URSS a cessé d'exister et le communisme n'est plus l'idéologie officielle, mais des milliers de rues et de monuments honorent toujours en Russie la mémoire des bolcheviks, à commencer par Lénine.

Le corps embaumé du chef de la révolution de 1917 et fondateur de l'État soviétique repose encore aujourd'hui dans son mausolée sur la place Rouge, devant les murailles du Kremlin, à quelques mètres de la tombe de Staline.

«En gardant la symbolique de l'époque sovié-

tique et en laissant Staline et Lénine sur la place Rouge, les autorités veulent créer un lien allant des princes russes jusqu'au secrétaire général du Parti communiste de l'URSS pour dire qu'il s'agit toujours de la même Russie sous des incarnations différentes», estime Nikita Petrov.

Le politologue pro-Kremlin Dmitri Orlov rejette cette vision des choses : «Les autorités ne cherchent pas à réhabiliter l'URSS. Lénine et Staline sur la place Rouge, c'est un fait sans importance. Pour la jeune génération, le mausolée, c'est comme les pyramides égyptiennes, un passé lointain.»

En 2005, Vladimir Poutine avait résumé son credo : «La chute de l'URSS a été la plus grande catastrophe géopolitique du siècle.» Peu après, il avait ajouté : «Celui qui ne regrette pas la chute de l'Union soviétique n'a pas de cœur. Et celui qui veut la reconstituer n'a pas de cerveau.»

Agence France-Presse

Les trois grandes phases de la chute de l'URSS (1985-1991)

Mikhaïl Gorbatchev devient, en mars 1985, le numéro un soviétique. Cet apparatchik engage un vaste plan de réformes, la perestroïka, pour sauver une économie secouée par la chute des prix pétroliers, la pénurie chronique de biens de consommation et une dette d'État croissante. **En mai 1989, la Hongrie ouvre sa frontière avec l'Autriche,** première brèche dans le rideau de fer. En juin, en Pologne, le syndicat anticommuniste Solidarnosc met fin à l'hégémonie du PC. Gorbatchev laisse faire. À l'automne, les régimes communistes de l'Europe orientale tombent un à un et Moscou n'intervient toujours pas. Le 9 novembre, le mur de Berlin s'effondre, puis en décembre la Tchécoslovaquie fait sa Révolution de velours et la Roumanie exécute son dirigeant stalinien, Nicolae Ceausescu. Le bloc socialiste n'est plus.

En 1990, des républiques de l'URSS manifestent leurs velléités d'autonomie. En juin, la Russie, la plus grande d'entre elles, proclame sa souveraineté sous l'impulsion de Boris Eltsine, grand adversaire politique de Gorbatchev. En mars 1990, la Lituanie proclame son indépendance. En janvier 1991, les troupes soviétiques interviennent, mais finissent par se retirer. Moscou a perdu. Gorbatchev négocie un nouveau traité pour sauver l'URSS, mais, le 19 août, des conservateurs communistes fomentent un putsch. Le coup d'État échoue. Neuf républiques soviétiques proclament leur indépendance en août et septembre. Le 8 décembre, les dirigeants russe, ukrainien et biélorusse signent un traité mettant fin à l'URSS. Le 25 décembre, le président de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, démissionne.

ACCÈS

SUITE DE LA PAGE B 1

prêtes à aller aux États-Unis qu'il est moral de les y envoyer», déplore-t-il.

Critères américains

Mais comment les hôpitaux arrivent-ils à un refus, malgré l'état du droit? «Ils appliquent le critère de viabilité du fœtus, qui n'a aucun fondement juridique au Canada», reproche justement le Dr Guimond aux hôpitaux.

Certains établissements associent des comités et des intervenants en éthique à la décision. Cela rappelle les défunts Comités d'avortement thérapeutique, invalidés par l'arrêt Morgentaler, rappelle le secrétaire du Collège des médecins du Québec, le Dr Yves Robert, interrogé plus tôt cette semaine.

«Ces comités se permettent de juger au nom des femmes ce qui est bien ou mal, comme s'ils avaient remplacé la religion catholique», déplore Louise Langevin, professeure de droit à l'Université Laval.

M^e Jean-Pierre Ménard, avocat spécialisé en droit des patients, estime que de nombreux médecins et hôpitaux «s'inspirent fautivement du droit américain».

L'arrêt Roe c. Wade, rendu par la Cour suprême américaine en 1973, stipule que, après 20 semaines de grossesse, l'avortement est acceptable seulement si la vie et la santé de la mère sont en danger, si le fœtus porte de graves anomalies ou si la grossesse résulte d'une agression sexuelle.

«Les médecins ont le droit de refuser de procéder personnellement à l'intervention, mais l'établissement de santé est tenu de respecter la loi canadienne», soutient M^e Ménard. Le ministre de la Santé, Gaëtan Barrette, lui a donné raison cette semaine, mais il maintient que c'est faute de médecins prêts à faire des avortements tardifs que les femmes doivent être envoyées aux États-Unis.

Le dépistage de la trisomie 21 est un programme gouvernemental et il mène, en cas de diagnostic positif, à une IVG dans 90% des cas. La plupart du temps, il ne s'agit pas non plus d'une condition létale, mais des parents ont déploré dans les médias s'être sentis poussés à l'IVG après un diagnostic de trisomie 21. L'intervention a toutefois le plus souvent lieu lors du deuxième trimestre de grossesse, avant que le fœtus ne soit viable.

Pratiques différentes selon l'hôpital

Tous les hôpitaux n'associent pas éthiciens ou comité d'éthique à la décision de procéder ou non à un avortement.

Au Centre hospitalier universitaire de Qué-

bec (CHUQ), où on pratique des IVG jusqu'à 20 semaines de grossesse, la rencontre préparatoire réunit un médecin, une infirmière et une travailleuse sociale. «Ce n'est pas du tout un comité éthique, explique la responsable des communications, Pascale Saint-Pierre. On rencontre la femme pour une évaluation médicale et psychosociale, on s'assure de lui donner le plus d'informations possible.»

Lorsque le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) est confronté à une demande d'avortement tardif, «toutes les considérations, cliniques, éthiques et même juridiques, sont prises en compte», précise Joëlle Lachapelle, conseillère en communications. Elle assure que, «ultimement, c'est une décision qui se prend entre la femme, le couple et leur médecin».

Au CHU Sainte-Justine, l'unité d'éthique participe à l'évaluation des demandes, indique celui qui la préside, le Dr Antoine Payot, mais la décision appartient à la dyade médecin-patiente, assure-t-il. En 2007, le comité de bioéthique de l'hôpital a publié un avis qui recommande que l'établissement ne procède à des avortements de troisième trimestre que lorsqu'il existe une forte probabilité que l'enfant à naître soit atteint d'une anomalie fœtale grave, reconnue comme incurable au moment du diagnostic.

Le Dr Payot, qui a participé à la rédaction de cet avis, estime que l'avortement tardif est bien différent de celui qui survient plus tôt dans la grossesse. «Il y a une mise à mort du fœtus», dit-il en référence à l'injection faite à ce dernier afin d'éviter une naissance vivante. «C'est un geste qui n'est pas banal», ajoute-t-il. «C'est très paradoxal pour un obstétricien de faire un fœticide pour un fœtus Y et, pour une mère pathologique, de donner des soins à un fœtus X» une fois né, soutient-il.

«Une dynamique morale différente»

Sous le gouvernement Harper, plusieurs projets de loi d'intérêt privé ont tenté de limiter l'accès à l'avortement après 20 semaines de grossesse ou de donner une personnalité juridique au fœtus, mais chaque fois sans succès.

Le Dr Antoine Payot estime que certaines balises devraient être établies. «Je pense que ce serait intéressant de [se demander] si on veut traiter ces IVG de façon différente», affirme-t-il, sans s'avancer à dire si cela doit passer par une loi ou des lignes directrices cliniques.

«C'est dommage de [réduire la question] à des dimensions de droit ou d'absence de droit, dit-il, alors que, dans l'interruption tardive, on est dans une dynamique morale totalement différente. [Nous avons] une femme qui veut un enfant et qui, lorsqu'il y a une annonce du diagnostic, ne veut plus cet enfant-là. Ça, d'un point de vue moral, ça se réfléchit d'une manière totalement différente», soutient-il, de l'avortement au pre-

mier trimestre d'une grossesse non désirée.

Il croit que, dans certains cas, quand le fœtus n'est pas viable, offrir des soins palliatifs à la naissance est une solution de rechange à l'avortement qui doit être proposée aux parents.

L'éthique comme espace de réflexion

Les éthiciens à qui *Le Devoir* a parlé soutiennent aussi que l'éthique ne s'arrête pas là où la justice a tranché et revendiquent le droit de réfléchir à la question des avortements tardifs.

«Dire qu'il n'y a rien au-dessus de la loi, c'est faux», s'exclame Ravitsky Vardit. Professeure de bioéthique à l'Université de Montréal, dont les projets de recherche abordent la périnatalité, elle rappelle que «des lois autorisent parfois des actes non éthiques. Les lois, comme les normes éthiques, sont en évolution et il arrive qu'il y ait un écart.»

Elle se dit la plus «féministe» et «pro-choix qu'on puisse imaginer». Pourtant, le débat sur l'avortement après le seuil de viabilité du fœtus doit se poursuivre, croit-elle. «D'un point de vue éthique, c'est complexe, explique-t-elle. Pour les médecins, ça crée une détresse morale profonde. La médecine se bat pour sauver la vie de grands prématurés dont l'âge gestationnel est le même que celui de ces fœtus. Donc, cet acte de fœticide peut être horripant pour un médecin.»

Alors qu'on peut difficilement justifier de forcer «une femme à avoir un enfant qu'elle ne souhaite pas», il y a un conflit de valeurs. «Même si le Collège des médecins arrivait avec des balises claires, une femme pourrait toujours les contester en cour», soutient-elle.

Pour Emmanuelle Marceau, qui, entre autres, donne un cours sur la bioéthique et le droit à l'Université de Montréal, «un bon éthicien ne dicte pas la morale, il soulève des questionnements, éclaire des pistes de solution pour trouver des avenues qui valorisent la dignité de la personne», explique-t-elle. Alors qu'ouvrir la «boîte de Pandore de la législation de l'avortement» n'est peut-être pas une avenue souhaitable, laisser de l'espace à l'éthique est une avenue intéressante, croit-elle. «Le droit n'est pas incompatible avec des lignes directrices qui tiendraient compte de l'éthique. C'est un mode de régulation qui est plus souple.»

Louise Desmarais, militante féministe, auteure d'un livre sur l'histoire de l'avortement au Québec et membre du conseil d'administration de la Fédération québécoise pour le planning des naissances, demande que le respect de la «liberté des femmes» prime en toutes choses. «Une femme prend ses décisions pour des raisons qui lui sont propres. Personne ne doit s'imposer comme les tenants de la morale au détriment de sa liberté.»

Le Devoir

PERSPECTIVES



GEORGE OURFALIAN AGENCE FRANCE-PRESSE

Un homme marche dans Salaheddin, à Alep, zone anciennement détenue par les rebelles syriens, le 23 décembre, quelques jours après la reprise de la ville par les forces gouvernementales.

Après Alep, le désarroi de l'opposition syrienne

BENJAMIN BARTHE

Défilé de critiques, bagarres sur les réseaux sociaux, claquements de portes : au lendemain de la chute d'Alep — l'armée syrienne a annoncé jeudi avoir repris le contrôle total de la ville — l'opposition syrienne semble plus que jamais en proie aux doutes et aux divisions. « On est totalement dépassé par les événements. Tout le monde est frustré, démoralisé, révolté », confie Abdel Ahad Steifo, le vice-président de la Coalition nationale syrienne (CNS), le principal rassemblement anti-Assad, basé à Istanbul, qui fut longtemps l'interlocuteur privilégié des capitales arabes et occidentales.

Spectateurs impuissants de la déroute des rebelles, les dissidents s'écharpent sur les causes de ce qui est, à ce jour, leur plus grand revers, politique et militaire. Dans une « lettre d'excuses au peuple syrien », publiée par le site d'information Al-Arabi Al-Jedid, Samar Massalmeh, une dirigeante de la CNS, stigmatise une organisation « statique, sans âme, manquant d'initiative », qui a été « incapable de s'implanter dans les territoires libérés ». « La réalité de la Coalition est qu'elle est faible, que sa représentativité est limitée [...] et qu'une partie de ses membres se sont transformés en employés de tel ou tel État », écrit l'opposant, en référence au poids de certains États arabes, comme le Qatar et l'Arabie saoudite, dans son fonctionnement.

Inventaire

« On a beaucoup trop laissé de champ sur le terrain aux salafistes et aux djihadistes, alors que, on le voit, ces gens qui ont kidnappé la révolution sont aussi incapables de mener une guerre », renchérit M. Steifo, dans une allusion aux groupes armés radicaux, dominants au

sein de l'insurrection. On s'est trop reposé aussi sur nos alliés, qui n'ont rien fait au moment où l'on avait le plus besoin d'eux, ajoute l'opposant, incriminant à mots couverts les États-Unis et les puissances européennes, qui ont multiplié les déclarations outragées mais vaines, et les monarchies du Golfe, notamment silencieuses durant l'écrasement final des quartiers rebelles. On essaie de dresser un inventaire, pour présenter une nouvelle stratégie. »

Le fiasco d'Alep affecte aussi le Haut Comité des négociations (HCN), le bras diplomatique de l'opposition, associé aux négociations qui se

Le Kremlin s'est mis en tête d'organiser des négociations intersyriennes à Astana, la capitale du Kazakhstan. Sans en référer ni au HCN, ni à Staffan de Mistura, l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, maître de cérémonie des précédents pourparlers.

sont tenues en début d'année à Genève, sous l'égide des Nations unies, et dont la CNS est l'une des composantes, aux côtés d'autres courants de l'opposition et de représentants des groupes armés. « Tous ces corps ont perdu beaucoup de crédit, l'impression se répand qu'ils ne servent à rien, avance Samir Aita, un indépendant. Il y a beaucoup d'expectative, d'appels à former quelque chose de nouveau. »

Le besoin d'introspection et de restructuration se fait d'autant plus sentir que la montée en puissance de la Russie, le grand vainqueur de la bataille d'Alep, et la volonté affichée de Donald Trump, le futur locataire de la Maison-Blanche, de se rapprocher du président russe, Vladimir

Poutine, font peser sur le HCN et la CNS un risque croissant de marginalisation. Décidé à transformer sa victoire militaire en percée politique, le Kremlin s'est mis en tête d'organiser des négociations intersyriennes à Astana, la capitale du Kazakhstan. Sans en référer ni au HCN, ni à Staffan de Mistura, l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, maître de cérémonie des précédents pourparlers.

Selon l'opposant Qadri Jamil, un ancien vice-premier ministre en exil à Moscou, qui incarne un courant beaucoup moins critique du régime syrien que la CNS, ces discussions pourraient se tenir durant la seconde moitié du mois de janvier. À Moscou, mardi 20 décembre, sous le regard de ses homologues turc et iranien, avec lesquels il entend former une troïka, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, s'était efforcé de dresser l'acte de décès du processus de Genève et de se poser en nouveau

faiseur de paix. Sans un mot pour les textes de référence des précédentes négociations, comme la résolution 2254, qui élabore les contours d'une transition politique.

Multiplication des interlocuteurs

En vue des discussions à Astana, les émissaires de Moscou multiplient les contacts au sein de tous les courants anti-Assad. « Les Russes ne sont pas comme les Iraniens, ils ne croient pas que Bachar al-Assad puisse redevenir un jour le président de tous les Syriens », expose Sinan Hatahet, un analyste proche de l'opposition, régulièrement consulté par des envoyés du Kremlin. Aux opposants, ils disent la chose suivante : « Si

vous reconnaissez la souveraineté de l'État et la légitimité de Bachar, alors nous vous aiderons à vous constituer en solution de rechange et à gagner les élections. » Ils cherchent des gens susceptibles de cautionner un tel processus, un profil à la Qadri Jamil, mais avec plus de légitimité. »

Inquiet de perdre son monopole sur les négociations et persuadé que le président Assad n'acceptera jamais de céder le pouvoir de lui-même, le HCN tente de faire barrage aux manœuvres de Moscou. « La Russie et l'Iran s'efforcent de minimiser le rôle des Nations unies et de prolonger la souffrance du peuple syrien », a accusé Salem al-Meslet, un porte-parole du HCN. Ses membres ont été rassurés par la rapide réaction de Staffan de Mistura, qui, en fixant la reprise des négociations de Genève au 8 février, s'est efforcé de préempter le résultat d'une éventuelle réunion à Astana.

« Il y a beaucoup de bluff dans la position russe, estime l'opposant Bassma Kodmani, qui a participé aux pourparlers tenus au mois de mars. La déclaration du sommet tripartite de Moscou est très vague. Cela atteste des désaccords entre les trois pays. Sans référence à la résolution 2254, ils ne pourront pas faire venir l'opposition à Astana. »

Le succès de l'initiative russe dépendra en grande partie de l'attitude de la Turquie, qui entretient des relations étroites avec l'opposition, tant politique que militaire. « On a vu, pendant l'évacuation d'Alep, qu'Ankara a fait pression sur les rebelles, notamment le groupe Ahrar al-Cham — salafiste — pour éviter que ça déborde trop, dit Samir Aita. Les Turcs pourraient recommencer avec les responsables politiques en leur disant : soit vous jouez le jeu, soit vous êtes out. »

Le Monde

BERLIN

SUIITE DE LA PAGE B 1

politique. Évidemment, les ailes de la droite radicale comme l'Alternative für Deutschland (AfD) ou encore la CSU (l'Union sociale-chrétienne, en Bavière), membre de la coalition gouvernementale, vont tenter d'instrumentaliser l'attaque. Mais, en général, la chancelière et le ministre de l'Intérieur, comme les médias et la société, réagissent de manière prudente.

Pourquoi dites-vous que cette réaction est prudente ?

Je crois que les gens ont conscience que la solution de rechange insensée serait de réagir trop fortement, avec des déclarations stupides. Il y a déjà eu de plus petites attaques en Allemagne de la part de loups solitaires. Nous avons vu les attentats en Europe, en Belgique, en France, en Espagne ou en Grande-Bretagne. Les voisins ont été touchés et nous savons que nous pourrions l'être à notre tour. Il est important de comprendre la stratégie djihadiste et particulièrement celle du groupe État islamique, pour y faire face. C'est écrit explicitement dans les documents produits par cette organisation : elle veut forcer nos sociétés à discriminer les minorités musul-

manes ou réfugiées. Je suis donc positivement surpris de voir que la chancelière et la société allemande en général ne jouent pas ce jeu, avec leurs déclarations posées.

Vous les opposez à quelles autres rhétoriques politiques ?

Je critiquerai le président François Hollande pour ses choix de mots, ses métaphores guerrières. Il répète constamment que la France est en guerre. Il me semblerait plus juste de parler de criminalité politique, par exemple. Si vous parlez de guerre, vous adoptez le point de vue de l'État islamique, ce qui devient une bonne nouvelle pour ce groupe terroriste de se savoir en guerre contre un grand État comme la France, par exemple pour recruter de nouveaux combattants. La chancelière Merkel a parlé d'attaque terroriste. Forger un autre terme n'aurait pas vraiment de sens. Maintenant, il faut contextualiser cette attaque terroriste, la comprendre, expliquer pourquoi l'Allemagne est prise pour cible.

Quelle sera la conséquence pour la chancelière et la coalition au pouvoir ?

Nous avons déjà connu un long débat controversé autour de l'immigration. Je ne pense donc pas que l'attaque à Berlin va imposer un tournant majeur dans la sphère politique.

Ce qui n'empêche pas les conflits, au sein même de la coalition, entre les conservateurs de la CDU (Union démocrate-chrétienne) et de la CSU. Ces conflits vont perdurer jusqu'aux élections prévues l'an prochain. Il semble tout aussi clair que l'AfD, crédité de 20% des voix, va tenter de tirer profit de la situation. Je pense que les 80% restant aux autres partis, relativement stables sur leurs bases, vont faire front commun d'une manière ou d'une autre. En fait, nous devrions avoir la même coalition au pouvoir après les élections fédérales allemandes en août et en octobre 2017.

L'attentat aura-t-il des répercussions politiques en Europe, par exemple sur la prochaine élection présidentielle française en avril et en mai ?

L'élection en France sera beaucoup plus importante l'an prochain. Nous n'avons pas envisagé la sortie du Royaume-Uni de l'Europe. Nous n'avons pas vu venir la victoire de Trump aux États-Unis. Il devient donc réellement possible que Marine Le Pen et le Front national remportent l'élection en France. La situation serait alors fondamentalement transformée en Europe. Tout le projet d'une union européenne pourrait s'effondrer.

Le Devoir



ODD ANDERSEN AGENCE FRANCE-PRESSE

Rituels post-attentats

C'est devenu une sorte de rituel. Après chaque attentat, les gens de partout dans le monde se tournent vers Facebook, Twitter et d'autres réseaux sociaux pour évacuer leur peur, leur dégoût ou même leur haine. Pour vivre leur deuil, en fait. Le rituel s'est répété après l'attaque au camion survenue cette semaine à Berlin. Les mots-clés #prayforberlin ou encore #ichbineinberliner (je suis un Berlinois), lancé par John F. Kennedy en 1963, ont servi de point de ralliement aux commentaires sur l'attentat. Des internautes ont remplacé leur photo par un drapeau de l'Allemagne. La vigile aux chandelles, la cérémonie religieuse et les visites de dirigeants politiques sur les lieux du drame complètent le rituel du deuil mondial après tout attentat, notamment

après celui qui a visé *Charlie Hebdo*, à Paris, en janvier 2015.

Un nouveau rituel pour le XXI^e siècle ? Pas nécessairement, estime Martine Roberge, professeure d'ethnologie au Département des sciences historiques de l'Université Laval. Les soi-disant « nouveaux rites » sont souvent de vieux rites recyclés, souligne-t-elle. « Les gens vivent leur deuil en communiquant par les réseaux sociaux », explique la spécialiste. Par définition, le rite est collectif et public. Les gens se disent : « Ça aurait pu être nous. » Le rite permet un temps d'arrêt pour aider à comprendre l'incompréhensible. Il apporte une forme d'apaisement. On voit que ce rite se multiplie, parce que les attentats se multiplient. »

Marco Fortier

ÉDITORIAL

ARMEMENT NUCLÉAIRE

La guerre froide 2.0 a-t-elle commencé ?

Trump contre Poutine sur la question de l'armement nucléaire. Fidèle à lui-même, le président désigné des États-Unis y va de déclarations d'une grande irresponsabilité (« Une course aux armements, s'il le faut »). Une irresponsabilité qui, au reste, sert bien les intérêts de Vladimir Poutine.

L'histoire officielle américaine a tendance à encenser l'ex-président Ronald Reagan pour son rôle dans l'effondrement de l'Union soviétique. Qui pourtant avait 20 ans au début des années 1980 se souvient du climat de psychose collective dans lequel se trouvait le monde à l'époque. Les relations Est-Ouest étaient à ce point tendues que l'escalade verbale entre Washington et Moscou faisait redouter le déclenchement d'un affrontement qui risquait de déboucher sur une conflagration nucléaire.

Encenser M. Reagan, c'est au demeurant oublier un peu vite les réformes démocratiques entamées en 1985 par le président d'alors, Mikhaïl Gorbatchev, dont c'est d'ailleurs ce dimanche le 25^e anniversaire de la démission, survenue le 25 décembre 1991.

Donald Trump est-il en train de reconvoquer ces liaisons dangereuses avec la Russie — pendant que les tensions montent par ailleurs avec la Chine? Il jette en tout cas de l'huile sur le feu en twittant d'abord que les États-Unis avaient besoin « de renforcer et de développer » leurs armes nucléaires, puis en affirmant vendredi matin à un animateur de la chaîne d'information MSNBC depuis sa résidence en Floride, avant d'aller jouer au golf avec Tiger Woods.: « Nous aurons une course aux armements, s'il le faut. Nous les dépasserons à chaque étape et nous leur survivrons. »

Son entourage est vite intervenu pour tenter d'édulcorer ses propos, comme il l'avait fait mercredi quand M. Trump a semblé dire, puisque ses propos sont souvent aussi vociférants qu'imprécis, que le récent attentat terroriste commis à Berlin justifiait sa promesse de campagne de fermer aux musulmans les portes des États-Unis. N'empêche que ce qui est dit est dit.

Évidemment, la nouvelle guerre froide qui se dessine est une dynamique apparue avant l'élection de Trump et autour de laquelle on s'interroge en Europe depuis un certain temps. C'est une « guerre froide 2.0 », ainsi que l'appelait *The Guardian* dans un récent papier, qui marque en fait la fin de 20 ans d'autosatisfaction occidentale.

En visite à Berlin en 2014 à l'occasion du 25^e anniversaire de la chute du mur, M. Gorbatchev avait d'ailleurs annoncé la résurgence du vieux conflit historique, pour cause immédiate de crise ukrainienne. Plus fondamentalement: si l'Ouest avait traité la Russie avec moins d'arrogance dans la foulée de la chute du régime communiste, avait fait valoir le père de la perestroïka, les relations russo-occidentales n'en seraient sans doute pas là aujourd'hui — et le nationalisme agressif de M. Poutine ne se serait pas disséminé avec autant de facilité.

Pendant presque toute sa présidence, Barack Obama aura affiché cette même superbe, considérant Moscou comme un rival qui n'était pas de taille et qui cherchait à compenser sa faiblesse avec des élans de bravade militaire. Plus récemment, la Maison-Blanche a commencé à ajuster son discours à la réalité en affirmant que Moscou, surutilisant ses ressources, allait s'enfoncer dans le « borbier » syrien.

Le fait est que, l'année 2016 s'achevant, Vladimir Poutine est en fort bonne posture, malgré l'état déficient de l'économie russe. À l'intérieur, faisant le vide de l'opposition autour de lui, il applique son projet autoritaire en surfant sur une opinion publique qui vit dans une certaine nostalgie de la grandeur de l'URSS — puisque la nostalgie est une faculté capable de trier les souvenirs. À l'extérieur, la Russie est devenue au Proche-Orient un rival stratégique incontournable.

M. Poutine a fait maintes fois des déclarations sur la nécessité de renforcer le potentiel militaire russe. Celle à laquelle M. Trump a réagi n'était pas la première. Il se trouve que la Russie comme les États-Unis, qui possèdent quelque 7000 têtes nucléaires chacun, sont présentement lancés dans des dépenses de modernisation de leur arsenal.

Le contexte fait qu'on peut facilement imaginer que M. Poutine se fera un plaisir, au cours des prochaines années, de rivaliser de virilité avec M. Trump. On ne demande qu'à se tromper, sachant que l'utilisation d'un seul engin nucléaire suffirait à provoquer une catastrophe économique, environnementale et pour l'humanité.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BRIAN MYLES

Rédactrice en chef LUCE JULIEN

Vice-présidente du développement CHRISTIANNE BENJAMIN

Vice-président des ventes publicitaires MARK DROUIN

Directeur des finances STÉPHANE ROGER

Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Directeur de l'information numérique FLORENT DAUDENS

Adjoints PAUL CAUCHON, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



L E T T R E S

Une quatrième école de gestion au centre-ville: une décision éclairée ?

Le *Devoir* a peu discuté du financement accordé à HEC pour créer une quatrième école de gestion au centre-ville de Montréal. Ses lecteurs ont peu débattu de l'appui des ministres libéraux David et Coiteux à ce projet de construction d'un pavillon des HEC, au coût de 94 millions de dollars, à côté de l'École de gestion de l'UQAM. Est-il justifié, alors qu'il y a déjà trois écoles universitaires des sciences de la gestion au centre-ville? Le conseil d'administration d'HEC Montréal, présidé par Hélène Desmarais, qui préside aussi l'Institut économique de Montréal, prétend que c'est justifié. Le dossier n'est pas convaincant.

Le *Devoir* pourrait-il nous expliquer les dessous de cette décision, qui apparaît pour le moins étonnante devant la rareté des ressources, alors que le gouvernement vient de couper presque 100 millions dans les universités? Le ministre Coiteux, qui a été professeur à HEC et qui fait appel aux idéologues de l'Institut économique de Montréal, aurait-il voulu accorder quelques faveurs aux *think tanks* libéraux, comme le laisse entendre Réjean Parent dans un commentaire au titre évocateur: « Parfum de corruption »? Comment expliquer un tel silence chez nos dirigeants universitaires de Concordia et de McGill? N'y aurait-il que le

conseil d'administration de l'UQAM pour défendre le réseau public et réagir à cette largesse libérale suspecte?

Ne serait-il pas temps d'arrêter cette « multiplication débridée des campus universitaires »? Que recherchent le gouvernement libéral et l'Institut économique de Montréal avec ce choix?

Robert Comeau, historien

Le 22 décembre 2016

Adieu solidarité

La solidarité entre les ministres de la Santé provinciaux, tant clamée avec conviction par le ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec, Gaétan Barrette, sur les transferts fédéraux en santé aux provinces n'aura duré que l'espace de quelques heures, le temps que le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Brian Gallant, s'entende avec Ottawa sur un accord bilatéral.

Nonobstant les arguments « favorables » à une telle entente qu'a invoqués M. Gallant, force est de constater que les négociations bilatérales avec Ottawa priment sur les ententes globales, dont la force de frappe relève de la pure utopie. Quant aux velléités de Justin Trudeau de travailler à l'unité canadienne, il m'apparaît que la réalité rejoint davantage le vieil adage qui prône la division pour mieux régner.

Quoi qu'il en soit, dans le dossier des transferts en santé comme dans bien d'autres où les provinces doivent quémander le fédéral pour « joindre les deux bouts », et ce, même dans des domaines de compétence provin-

ciale, Ottawa aura toujours le « gros bout du bâton » et pourra continuellement utiliser son pouvoir de dépenser comme bon lui semble... Quant à la solidarité, on repassera!

Henri Marineau

Québec, le 23 décembre 2016

Question santé: Québec manque de crédibilité !

Lorsque le gouvernement Couillard se plaint qu'Ottawa refuse de lui remettre toutes les sommes d'argent auxquelles il s'attendait en matière de financement de son système de santé, on serait tenté de lui dire d'aller d'abord mettre de l'ordre dans ses affaires. Lorsqu'un gouvernement octroie par erreur 500 millions de dollars de trop en rémunérations à ses médecins et qu'il leur dit ensuite « de garder la monnaie », il y a certainement lieu de se demander s'il vaut la peine de lui confier des montants additionnels. Le problème, c'est que Québec n'a pas de vrai plan de match en matière de soins de santé et ne peut tout simplement pas dire où ira l'argent nouveau. Le problème tient à la mauvaise administration du système de santé au Québec. Il faudrait faire davantage qu'augmenter les salaires, il faudrait avoir une stratégie pour améliorer les services. Le gouvernement Couillard manque totalement de crédibilité en ce qui a trait à la gestion du système de santé, d'où l'hésitation de Justin Trudeau à lui confier des montants additionnels.

Gilles Marleau

Orléans (Ontario), le 23 décembre 2016

L I B R E O P I N I O N

Ambassadeur russe assassiné: pas Sarajevo en 1914, mais...

TOLGA BILENER

Enseignant-chercheur à l'Université Galatasaray, à Istanbul

La ville d'Ankara, capitale de la Turquie, aura très prochainement un nouveau nom de rue: celui d'Andrei Karlov. C'est ce que le gouvernement turc a décidé, la nuit même de l'assassinat de M. Karlov, l'ambassadeur de la Russie à Ankara, dans une galerie d'art, où il assistait à un banal événement culturel. Premier ambassadeur russe tué depuis Piotr Voïkov — tué alors qu'il était en poste à Varsovie, en 1927 — Andreï Karlov est déjà entré dans l'histoire diplomatique russo-turque.

Perpétré dans la soirée du 19 décembre, ce meurtre aura sans doute des conséquences importantes sur les relations entre la Turquie et la Russie, même si les commentaires alarmistes qui ont tiré des parallèles exagérés avec Sarajevo en 1914 restent exagérés. En tout cas, le fait même qu'un diplomate étranger a ainsi perdu la vie en plein cœur de la capitale turque ne manquera pas de raviver les inquiétudes quant à la situation dans le pays d'Erdogan.

Les autorités turques, y compris le président Erdogan, qui a aussitôt appelé Vladimir Poutine pour lui présenter ses condoléances, ont déployé tous les moyens afin de démontrer leur consternation à la suite de cet horrible évé-

ment. Celui-ci, mis à part ses conséquences sur les relations turco-russes, nuit gravement à l'image de la Turquie. Selon la coutume diplomatique, la protection de la vie d'un diplomate incombe au pays qui le reçoit; et la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques précise que « l'État accréditaire prend toutes mesures appropriées pour empêcher toute atteinte à la personne, à la liberté et à la dignité » d'un diplomate en poste chez lui. Il est clair que cet engagement n'a pu être tenu à l'égard de l'ambassadeur russe.

Métier à risque

Cependant, la Turquie n'est pas réputée être particulièrement dangereuse pour les diplomates étrangers. Karlov est le premier ambassadeur en poste tué en Turquie. Certes, deux diplomates ont connu ce triste sort dans l'histoire récente. L'Israélien Ephraïm Elrom, en 1971, et le Britannique Roger Short, en 2003, consuls généraux à Istanbul, furent aussi tués par des terroristes. Quant à l'atteinte à l'inviolabilité des représentations diplomatiques, on ne peut citer qu'un seul exemple: la prise d'otages en 1979, par un groupe palestinien, dans l'ambassade de l'Égypte à Ankara. L'incident avait été réglé dans deux jours, sans effusion de sang.

La Turquie, dont une trentaine de diplomates ont été assassinés dans les années 1970 et 1980

à travers le monde par les militants de l'ASALA (organisation arménienne), a payé pour savoir que le métier de diplomate implique de grands risques. C'est ce qui conduit à nous interroger: pourquoi les autorités turques n'ont pas su mieux protéger la vie d'une personnalité diplomatique à ce point sensible? En tout cas, les premières déclarations officielles des deux pays laissent entendre que la Turquie et la Russie ne permettront pas à cet événement d'avoir un impact négatif sur leurs relations bilatérales.

L'ambassadeur Karlov, à propos duquel Poutine a tenu à affirmer qu'il le connaissait personnellement et l'appréciait, était en poste à Ankara depuis 2013, donc pendant une période difficile pour les relations russo-turques. Rappelons que les deux pays ont adopté des positions diamétralement opposées à propos du dossier syrien, ce qui a suscité une crise de confiance entre Ankara et Moscou. Par ailleurs, en novembre 2015, l'aviation turque a abattu un avion de guerre russe à la frontière turco-syrienne, ce qui a amorcé une crise diplomatique, politique et commerciale sans précédent entre les deux pays. À la suite de mois de tension extrême entre les deux pays, Ankara a officiellement présenté ses excuses. Un rapprochement timide a été tenté à l'été 2016.

Le ministre des Affaires étrangères turc, Mevlüt Çavuşoğlu, a été mis au courant du

meurtre de M. Karlov à bord de son avion qui l'emmenait, justement, à Moscou, pour un sommet tripartite avec ses homologues iraniens et russe. L'objectif était de discuter de la crise syrienne et d'œuvrer à la mise en place d'un cessez-le-feu dans l'ensemble du pays. Le ministre turc, visiblement épouvanté, a profité de l'occasion pour répéter que l'amélioration progressive des relations entre la Russie et la Turquie ne sera pas affectée par cet attentat. De plus, les trois pays continueront de se coordonner à propos de la crise syrienne. Par ailleurs, la Turquie a accepté que 18 experts russes participent à l'enquête sur l'assassinat. Celle-ci doit éclaircir les motifs de l'assassin, qui, après tout, était un agent de police. Il faudra déterminer s'il a agi seul ou s'il faisait partie d'un réseau plus large.

Donne changée

L'assassinat d'Andrei Karlov représente un coup dur — encore un — pour la Turquie. Des interrogations sur la situation sécuritaire dans le pays se feront entendre un peu plus. Malgré les déclarations des deux capitales selon lesquelles les relations continueront de s'améliorer, il sera impossible de faire comme si rien n'était arrivé. Il y a fort à parier que Vladimir Poutine ne manquera désormais aucune occasion de le rappeler à ses homologues turcs.

IDÉES

Vulnérabilité, prudence et bien commun

Les milieux de soins palliatifs représentent peut-être une métamorphose de la Nativité

LOUIS-ANDRÉ RICHARD

Ph. D., professeur de philosophie au cégep de Sainte-Foy

Le temps de Noël est un temps précieux. Dans la tradition qui nous concerne, la contemplation de la crèche explique l'origine et la prépondérance toujours vive des fêtes inscrites dans ce temps de l'année. Or, si on prend la peine de s'arrêter, la symbolique véhiculée par la Nativité suggère une réflexion sur la fragilité et les façons de l'entourer. Elle insufflé le besoin de penser la vulnérabilité, la prudence et le bien commun.

Il y a pléthore de moyens de le faire, mais, si on observe l'actualité entourant les législations (québécoise et canadienne) encadrant la fin de vie, comment ne pas y voir une reconfiguration emblématique des enjeux allégoriques de la crèche?

Vulnérabilité

Les soins palliatifs sont nés d'une démarche de marque chrétienne, dans un contexte très marginal, en réaction à une médecine technicienne

envahissante. En effet, Cicely Saunders a fondé ce mouvement dans la foulée d'une conversion personnelle, autour de la trentaine. Pour elle, l'essentiel était de créer un lieu d'accueil, d'inspiration religieuse, pour les patients en phase terminale.

L'inspiration est chrétienne et elle incarne un projet d'adapter les soins à la vulnérabilité de la fin de vie, mise à mal par une médecine moderne par trop suffisante. Telles étaient les conditions revisitées de la crèche. Un patient vulnérable comme un nouveau-né, un environnement hostile à la protection de la fragilité, mais une qualité d'amour propice à garantir une présence sécurisante et rassurante.

Mais le regard penché, l'oreille ouverte et la main tendue ne suffisent pas à tout expliquer. L'espace-temps palliatif révèle et interroge la fragilité humaine en tant que telle. Ce *memento mori* atteint les soignants comme les membres des familles. Le fait est, à l'instar du mystère enveloppant la symbolique de la crèche, que souvent dans ces milieux des trésors d'actes humains aux richesses insoupçonnées.

Comme Noël est la saison des cadeaux, je vous suggère le beau petit livre de la profes-

seure Gaëlle Fiasse, de l'Université McGill. Son petit essai intitulé *Amour et fragilité*, publié aux Presses de l'Université Laval, distingue les différentes déclinaisons de la fragilité comme de la vulnérabilité. Son propos, attentif aux mots et aux choses, dispose à méditer sur nos fragilités incontrôlables, sur le lien entre vulnérabilité et amour, sur les conditions favorisant l'émergence du meilleur de soi au service d'autrui.

Prudence

La fragilité des personnes n'a d'égale que la fragilité de l'environnement lui-même. Naître dans une mangeoire (c'est le sens étymologique du mot) suggère la précarité des lieux et commande une attention et un abandon aux êtres comme aux circonstances.

À bien des égards, l'accompagnement palliatif se résume à pratiquer l'art du lâcher-prise. Cela vaut pour tous. L'environnement où cet art de pratique doit préserver les conditions optimales de sa réalisation. La prudence, qualité de prévoyance à l'égard des biens à poursuivre et des maux à fuir, trouve tout son sens dans le paradigme de la crèche. Marie et Joseph sont des réfugiés en fuite devant la

menace mettant en péril le futur de leur famille.

La prudence est de mise pour comprendre la sagesse des praticiens du palliatif. Leur réticence s'est exprimée lors des consultations publiques sur la question de « mourir dans la dignité » ou par la résistance des maisons de soins, ou encore par la voie d'une quantité importante de médecins refusant de pratiquer l'euthanasie. N'y a-t-il pas là des indicateurs probants d'opposition à un choix politique menaçant l'intégrité de l'héritage d'une bonne pratique médicale?

À voir la vitesse à laquelle l'idéologie du « tout à l'autonomie » réclame l'étendue des lois favorisant le suicide assisté et l'euthanasie (lois 2 et C-14), je me demande si on ne retrouve pas les circonstances semblables à celles évoquées par le récit fondateur des fêtes de Noël?

En octobre dernier, *Le Devoir* rapportait les propos d'un membre de la commission des soins de fin de vie: « *L'arrivée de l'aide à mourir expose le milieu des soins palliatifs au Québec à un risque de « fracture et d'implosion », en raison des pressions croissantes exercées pour « faire pénétrer l'aide à mourir » dans ses milieux de soins.* » Il s'agit d'un inquiétant constat.

Fuir l'idéologie pour préserver la qualité des soins est un vrai défi à relever pour ceux qui sont au fait du plus intime de l'expérience palliative.

Bien commun

La postérité et la pérennité de l'exemplarité de la crèche, malgré notre ignorance désolante à son égard, ne minimise en rien son rôle structurant notre vie sociale et politique. Toutes les tentatives idiotes de remplacer cela par les fêtes du « bonhomme de neige entre le renard et le grizzly » ne changeront rien à l'affaire. Nous sommes le produit de la culture judéo-chrétienne. Mais, comme le soulignait avec éloquence Chesterton, « *le monde moderne est plein d'anciennes vertus chrétiennes devenues folles. Elles sont devenues folles, parce qu'isolées l'une de l'autre et parce qu'elles vagabondent toutes seules.* »

Les milieux de soins palliatifs, dans leur spécificité, représentent peut-être une métamorphose de la Nativité; une occasion de préserver la trame de liens humains signifiants contre l'isolement? Dans les conditions de leur fragilité endossée, leur avenir demeure vulnérable. Je pense qu'ils contribuent au bien commun, ils représentent un espoir, voire une espérance.

Et si Noël arrêta le temps

FÉLIX ROBERGE

Prêtre catholique depuis 2011, l'auteur a 31 ans. Il célébrera une messe-concert de minuit à l'église Saint-Stanislas-de-Kostka, boulevard Saint-Joseph à Montréal, le 24 décembre à 23h55

Comme chaque année, à l'approche de Noël, on croit avoir tout le temps devant soi pour se préparer à célébrer. On veut que le temps des Fêtes qui s'en vient soit mémorable et qu'il ne ressemble à aucun autre auparavant. On se rappelle comment les préparatifs avaient été l'an dernier et on veut faire mieux cette année. Et, surtout, se prendre à temps cette fois-ci. En fait, je crois que c'est d'ailleurs pour nous y aider que l'Avent existe, cette période qui couvre les quatre semaines qui précèdent Noël. C'est ainsi que les croyants se voient offrir un temps pour préparer leur cœur à la naissance de l'Enfant-Jésus, célébrée le 25 décembre.

Tandis qu'on va de l'avant, on veut faire le bien autour de soi et être généreux. Certains vont pouvoir se permettre d'offrir des cadeaux, d'autres enverront des cartes de Noël et certains donneront de leur temps à une œuvre de charité. On est plein de bonnes intentions. Mais, trop souvent, on est vite dépassé par son train-train quotidien et on perd le contrôle. On n'a plus le temps pour rien, on court d'un bord et de l'autre, on est épuisé. Au lieu de prendre le temps et de trouver un cadeau tout à fait unique pour la personne qu'on aime, on se met à regarder sur Internet pour trouver celui qui pourrait être livré à temps. On se rend compte qu'on n'a pas encore commencé les cartes de Noël. Le facteur peut bien faire son possible, mais elles n'arriveront pas à temps. On panique. Et nous voilà rendus à Noël.

Oublier l'essentiel

Je ne sais pas comment a été votre période de l'Avent cette année. J'ai moi-même failli m'y perdre. J'ai passé tellement de temps à trop vouloir en faire que j'étais en train d'oublier l'essentiel. D'ailleurs, je crois que c'est un de nos drames, à nous les humains: avoir souvent peur d'un bonheur trop simple. Alors, on se complique et on le perd. Noël est tout simple: il suffit d'un seul chemin à emprunter pour en trouver la signification profonde. Suivre l'étoile brillante et prendre la route qui conduit à Bethléem, pour y voir naître un petit enfant qui se présente comme le prince de l'amour, l'inventeur du bonheur et l'unique sauveur du monde. Mais si toutes mes activités m'avaient empêché de m'arrêter à ce qui était vraiment important.

Me réste-t-il du temps pour faire le bien, après l'avoir passé à me fatiguer avec ce qui m'apparaissait prioritaire? Le temps me manque. On est rendu le 24. C'est alors que je me rappelle. Si l'homme Dieu a visité notre temps, c'est justement pour nous permettre de prendre le temps pour nous reprendre, renaitre à une vie nouvelle, aimer, dire « je t'aime » et se laisser aimer, partager, espérer parfois contre toute espérance, reconnaître la beauté qui nous entoure, pardonner sans trop attendre et accepter d'être pardonné, briser l'isolement, nous rappeler que rien ne peut nous enlever notre dignité, nous réunir en famille, laisser une place à l'étranger, accueillir l'autre tel qu'il est, dire bonjour à ceux qu'on croise dans la rue, qu'ils soient riches ou pauvres, et sourire à la vie. Dans quelques heures, on entendra le *Minuit, chrétiens*. Ne soyons pas surpris, ce sera comme si le temps s'arrête pour un moment. J'en profiterai. Joyeux Noël et faisons en sorte que chaque instant compte. Que Dieu vous bénisse.



YOUSSEF KARWASHAN AGENCE FRANCE-PRESSE

Des Syriens chrétiens fouillent les débris d'une église détruite par les bombes dans Alep-Est.

Féconde fragilité

Noël est joie. Espérance. Mais sur fond de tragédie.

JEAN-CLAUDE RAVET

Rédacteur en chef de Relations et auteur de *Le désert et l'oasis*. Essais de résistance (Nota Bene, 2016)

Noël traverse les âges parce qu'il y a dans cette histoire millénaire quelque chose de vital qui nous concerne tous en tant qu'humains. Quelque chose d'inouï qui nous arrache à l'évidence de la réalité et résonne comme un souffle immense de liberté et d'espérance pour ceux et celles qui se sentent écrasés par l'injustice ou la souffrance, par les pouvoirs ou la dureté de la vie. C'est le récit d'une rencontre fulgurante et bouleversante de la fécondité et de la fragilité.

Laissez-moi vous le conter rapidement.

Sous l'arrière-fond d'un empire qui compte ses conquêtes pour mieux les assujettir, un homme et une femme enceinte, la grossesse presque à terme, entrent, comme des milliers d'autres, une longue marche dans le désert jusqu'à la

ville désignée où se faire recenser, qui a pour nom la Maison du pain. Au bout de la route, épuisés, ils frappent à la porte close d'une auberge. Pas de place pour eux où loger, qu'une grotte où se réfugient des bergers de retour du pâturage. C'est là que l'enfant naît. Langé dans une mangeoire tenant lieu de berceau, il luit comme une lueur tremblotante dans le noir. Joie dans la détresse. Grâce au cœur de l'absurde.

Or, l'enfant jeté ainsi dans le monde est divin, souligne le récit. Il est l'enfant chéri de Dieu, le sens indicible du monde. Comme s'il avait voulu, en crevant l'abîme qui sépare l'infini du fini, partager leur sort, celui des humiliés, des exclus, des abandonnés... Le voilà évidé de Dieu, pour que l'humain grandisse en dignité, ne gardant qu'une faille comme trace, enfouie comme en nous tous, ouverte à la transcendance. Ce sont des voix immémoriales de la terre et du ciel qui le chantent, surgissant des montagnes et du désert comme des hymnes à la nuit. Mais qui peut entendre une

telle nouvelle qui ébranle le sol ferme de la normalité? Dieu n'est-il pas du côté des pouvoirs et de leurs armées?

Les bergers sont les seuls témoins de cette nouvelle insensée. C'est qu'ils l'entendent comme si elle sortait du tréfonds d'eux-mêmes. Mémoire collective d'une souffrance sans voix. Espoir des désespérés. L'enfant, après tout, n'est-il pas né dans le repère de ces parias des contrées montagneuses, condamnés à être impurs parce que souillés par le contact des bêtes dont ils prennent quotidiennement soin — pourtant nourritures des hommes et offrandes à Dieu? Étrange sort, mais si commun. Les riches ne s'enrichissent-ils pas de l'appauvrissement de la multitude; et les empires, du butin des vaincus, hier comme aujourd'hui? Histoire banale, répétitive, que le discours sur Dieu sert très souvent à justifier, à encenser. Dieu utile. Mais voilà que Dieu même surgit. Qui peut entendre cela?

Noël est avant tout une voix du silence et de la nuit. Un murmure de Dieu capté dans

les entrailles de la souffrance. Captée dans la faille où loge notre fragilité depuis notre naissance par où s'engouffrent quotidiennement le sens et le désir de vivre, et le désir de naître. Sans pouvoir aucun, sauf d'évoquer la tragédie humaine en y mêlant sa voix silencieuse et caressante. Sauf d'éveiller ainsi, comme un désir inextinguible, plus vrai que la faim du pain, la faim de la justice et de la paix.

Noël est joie. Espérance. Mais sur fond de tragédie. Il nous conduit au lieu maudit de l'exclusion, de l'indifférence, de la rapacité. Il ne tait pas le bruit sanglant des bombes, la vue des exilés sur les routes, des villes dévastées par la guerre, des vies dévastées par la haine. La crèche ne masque pas l'indécence des palais.

Noël explore le sens obscur du monde à travers la naissance, faisant mémoire, au milieu de la cruauté et de l'indifférence, de la beauté infinie de l'existence et du merveilleux de la vie. Et éveille le désir d'en être le berger, le témoin et le protecteur. De prendre parti

pour la naissance contre la mort. Que rien, pas même le règne d'un tyran, pas même le mal ni la souffrance, ni la cupidité, ni le silence complice, ni les dieux de la fatalité, ne peut taire le miracle d'une naissance, la venue d'un enfant qui témoigne de ce que l'amour est plus fort que la haine. La fragilité plus vivante que la force. La naissance plus signifiante que la mort. D'elle jaillit, comme une eau vive dans le désert, un véritable chemin d'humanité ouvrant à la responsabilité d'être, après avoir été accueilli dans le monde, accueillants à notre tour. Naître signifie renaitre dans le dévouement.

Noël est en attente d'avènement. Les cloches sonnent comme une sirène dans la nuit étoilée. Le récit millénaire de la naissance d'un Dieu, impuissant et fragile, comme un enfant — ou d'un enfant comme Dieu —, résonne, à qui veut l'entendre, comme un appel urgent à éveiller autour de nous la vie, la beauté, la bonté, le partage, et à persévérer, contre vents et marées, dans ce combat. Noël, c'est la mémoire de l'avenir!

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Véronique Chagnon et Louis Gagné (adjoints à la direction de l'information), Antoine Robitaille et Guy Taillefer (éditorialistes, responsables de la page Idées), Michel Garneau (caricaturiste), Jacques Nadeau (photographe), Olivier Zaida (recherche photos); information générale: Isabelle Paré (chef de division), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Jessica Nadeau, Philippe Orliac et Karl Retitto-Parazzelli (reporters); information politique: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Yastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélaïr-Cirino et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Julie Carpentier (pupitre); information culturelle: Catherine Lalonde (reporter culturel), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médiatv), François Lévesque et Caroline Montpetit (reporters), Benoît Munger et Philippe Papineau (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins et Eric Desrosiers (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); information internationale: Sophie Chartier et Jean-Frédéric Légaré-Tremblay (pupitre); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); Loïc Hamon (cahiers spéciaux); équipe internet: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Annabelle Caillou, Justine Daneau, Florence Sara G, Ferraris et Coralie Mensa (assistants); correction: Andréanne Bédard, Isabelle Dowd, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (secrétariat), Laura Pelletier et Arnaud Stopa (commis), Chantal Rainville et Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétariat). PRODUCTION Bruno Dubois, China Marsot-Wood, Yannick Morin et Nathalie Zémaitis. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur web), Jean-François Côté (analyste programmeur), Osvaldo Casas (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Catherine Gentilcore (coordonnatrice du service à la clientèle), Sébastien Beaupré, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Ginette Rouleau et Isabelle Sanchez. ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Mélisande Simard (adjointe administrative et responsable des ressources humaines), Florentina Draghici et Véronique Pagé.

PHILOSOPHIE

LE DEVOIR DE PHILO

David contre Goliath, Simone contre TransCanada

Que répondrait Weil aux géants de notre temps ? S'inclinerait-elle face aux puissants ?

Deux fois par mois, *Le Devoir* lance à des passionnés de philosophie, d'histoire et d'histoire des idées le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur marquant.

PATRICIA NOURRY

Professeure de philosophie au cégep de Trois-Rivières

Il était une fois un conte en trois temps, ponctué par « Puis vint un jour », « Quand tout à coup » et se concluant par « Ils eurent beaucoup d'enfants ». Une histoire rude, semblable aux récits fondateurs de jadis dans lesquels des Cronos devaient vraiment leur progéniture et des David ont maille à partir avec des Goliath. Elle raconte la lutte qu'il nous a fallu mener en mobilisant toute l'énergie dont nous disposons, pour faire face à ce que Simone Weil (1909-1943) appelle « la nécessité ».

L'an de grâce 1610... Les habitants de l'Île-de-France se plaignent « de la cherté et de la nécessité de la bûche ». Le bois est alors la source première d'énergie: il sert au chauffage, à la cuisson, aux chantiers navals, aux combustions diverses que requièrent les arts et métiers... Utilisée dès l'aube de l'humanité, cette ressource connaît, aux XV^e et XVI^e siècles, une crise sans précédent, provoquée par la surutilisation et la mauvaise gestion des forêts, qui sont saccagées.

« Puis vint un jour » où une autre substance, connue depuis le XI^e siècle, inaugura une nouvelle ère énergétique: le charbon de bois (et sa cousine, la houille). Sorti des entrailles de la terre, noir comme l'enfer et dégageant des fumées pestilentielles, ce « combustible du diable » s'imposera au XVIII^e avec l'avènement de la révolution industrielle en Angleterre, puis partout dans les villes européennes où, comme le dit le poète, « sans fin, vomissant le charbon, l'usine en feu dévore un peuple moribond ». Deuxième en importance à travers le monde (elle fournit 28% de l'énergie utilisée mondialement, tout en étant responsable de 46% des émissions en CO₂), cette ressource cède désormais le pas à un nouveau maître: « l'or noir »...

« Quand tout à coup » gicla le pétrole! Dernier viatique de l'humanité, cet hydrocarbure couvre 32% des besoins énergétiques de la planète, impose ses diktats aux grands marchés et oriente les enjeux géopolitiques mondiaux. Au Canada, depuis 1853, gazoducs et oléoducs étendent leurs réseaux souterrains sur plus de 840 000 km. Une panacée dangereuse, comme d'aucuns le savent, puisque c'est une énergie sale, coupable de grands désastres écologiques, en plus d'être non renouvelable. Qu'à cela ne tienne, « nous avons besoin de pétrole dans cette société », déclarait, en janvier dernier, le porte-parole de TransCanada. La rhétorique est péremptoire; brute comme la ressource dont elle fait la promotion. « Rien ne peut arrêter ce projet », disait encore Alexandre Gagnon, ex-directeur de Pétrolia, au sujet des forages par fracturation hydraulique sur l'île d'Anticosti. Les géants grondent, la terre tremble (littéralement, en Oklahoma!), les gouvernements châtés par la partisanerie tardent à agir; et David se sent bien petit dans toute cette histoire...

Que répondrait Simone Weil aux Goliath de notre temps? S'inclinerait-elle devant les puissants? Que penserait-elle de ce conte? On peut lire, dans *L'enracinement*: « Qui-conque, pour simplifier les problèmes, nie certaines obligations, a conclu en son cœur une alliance avec le crime. » Ainsi rétablirait-elle d'emblée une juste perspective historique: nous avons besoin d'énergie, pas de pétrole.

La lutte pour la survie est essentielle, dirait-elle encore, mais elle ne doit pas oblitérer les besoins spirituels de l'humanité. En effet, l'homme n'est

pas une bête et l'âme a autant besoin de nourriture que le corps. Sans cette nourriture, la vie humaine n'a aucun sens, l'histoire vire au cauchemar.

Simone Weil peut se permettre une telle intransigeance puisque, avec une intégrité rigoureuse, elle se soumettra, sa vie durant, aux exigences de sa propre pensée. Philosophe humaniste, grande helléniste, mystique, Weil refusera pourtant d'être enfermée dans un système, un parti, une doctrine ou une Église. Politiquement à gauche, elle critiquera le marxisme de son temps; issue de la bourgeoisie, elle travaillera comme ouvrière et partagera son maigre salaire avec ses compagnons de misère; juive de naissance, elle sera touchée par une expérience mystique mais refusera le baptême chrétien; pacifiste, elle s'engagera comme volontaire contre les franquistes en Espagne.

« Un criterium du réel c'est que c'est dur et rugueux. On y trouve des joies, non de l'agrément. » Weil n'est pas de ces intellectuels qui regardent le spectacle du monde à la fenêtre. Elle croit que, pour comprendre les enjeux de son temps, il faut faire l'expérience de la réalité dans sa chair et s'engager dans l'histoire afin de conquérir en soi-même la dignité que l'oppression bafoue.

Un monde de pesanteur

David se tient là, fronde à la main, devant Goliath, ce poids lourd de « six coudées et un empan » armé d'une lance pesant « 600 sicles de fer » et portant une cote de mailles de « 5000 sicles d'airain ». La disproportion semble aussi évidente que l'issue du combat et, pourtant, l'enfant ne bronche pas... Afin de garder notre aplomb et de ne pas ployer devant les forces qui nous oppriment, si nous tentions aussi d'en prendre la juste mesure?

La nécessité, pour Simone Weil, n'est pas en elle-même oppressante. C'est une réalité, un donné qui détermine nos conditions d'existence et qui appelle la médiation du travail. Chaque jour, nous avons besoin d'énergie afin d'accomplir nos tâches et d'assurer notre subsistance. Cette énergie est matérielle, bien sûr: nourriture pour le corps (aliments, vêtements, logement, etc.), « nourriture » pour réaliser les médiations techniques du travail (bois, pétrole, eau, vent). Mais elle est aussi spirituelle: nourriture pour la vie morale (ordre, liberté, obéissance, responsabilité, égalité, etc.). « Ce sont, comme les besoins physiques, des nécessités de la vie d'ici-bas. [...] S'ils ne sont pas satisfaits, l'homme tombe peu à peu dans un état plus ou moins analogue à la mort, plus ou moins proche d'une vie purement végétative. » J'aurai beau avoir du pain sur ma table et de l'essence dans ma Yaris, si le prix à payer pour ce confort m'impose de m'amputer chaque jour davantage de mon humanité, où trouverai-je l'appétit pour manger ce pain et le désir d'aller le gagner? Épuisement, dépression, dépendance, tous ces maux de l'âme, qui sont les maux du siècle, parlent d'une détresse sourde dans nos sociétés industrialisées — nos sociétés-industries — qui scrutent avec inquiétude leur PIB et leur PNB à la façon de grands malades interrogeant leur thermomètre!

Quelque chose qui a à voir avec la vie morale manque cruellement: qu'avons-nous reçu de ceux qui nous ont précédés qui vaut la peine d'être transmis à ceux qui suivront? Si nos modes de vie, si cette même énergie dont nous nous nourrissons matériellement (pétrole, gaz de schiste, OGM, etc.) et spirituellement (plaisir à court terme, enrichissement individuel, confort, etc.) sont

Simone Weil croit que, pour comprendre les enjeux de son temps, il faut faire l'expérience de la réalité dans sa chair et s'engager dans l'histoire afin de conquérir en soi-même la dignité que l'oppression bafoue



TIFFET

Pour Simone Weil, l'oppression, c'est lorsque les collectivités et les instances qui les représentent ne satisfont pas, bafouent ou nient ces besoins de l'âme et du corps.

ceux qui nous détruisent et empêcheront la vie elle-même de se perpétuer, quel sens cela a-t-il encore?

Ce qui nous pèse et nous oppresse, ce n'est donc pas la nécessité, ni le travail, d'ailleurs, qui est au contraire un lieu d'accomplissement, en cela qu'il nous rend responsable d'une « part de monde ». Non, pour Simone Weil, l'oppression, c'est lorsque les collectivités et les instances qui les représentent ne satisfont pas, bafouent ou nient ces besoins de l'âme et du corps. Un exemple? Allons, disent les géants, pas le temps pour les scrupules, les contrats sont déjà signés par vos gouvernements qui sont aussi nos actionnaires. Pourquoi choisir? Oléoducs, trains ou pétroliers? Bitumineux albertain ou pétrole d'Anticosti? Prenons tout et recourons au bâillon: il faut emplir les barils de brut pour faire tourner l'économie dont vous êtes les rouages! Comment irez-vous, sinon, travailler demain matin? Ainsi, dira Weil, lorsque les collectivités mourantes, malades ou léthargiques peinent à nourrir les âmes, il faut impérativement les améliorer.

Retrouver la capacité d'attention...

Par où commencer? Revoir l'organisation du travail qui détruit notre capacité d'attention et nous change en objets, en rouages vivants de systèmes qui confondent les moyens — développement économique — et les fins — bien commun. En s'insérant ainsi dans l'histoire de façon mécanique, nous en accélérons dramatiquement le cours. Nous « brûlons » notre énergie à être des forçats du travail et de la



MARIANE GÉLINAS

L'auteure, Patricia Nourry, est professeure de philosophie au cégep de Trois-Rivières.

consommation, libres d'une liberté vide, et nous n'éprouvons plus notre présence au monde et à la réalité. Nous perdons, dira Weil, notre capacité d'attention, c'est-à-dire la capacité de nous rendre présent à la présence d'autre chose.

Déracinés du seul terreau qui puisse véritablement nous nourrir, nous perdons également de vue les finalités plus hautes qui pourraient nous accomplir: « Un être humain a une racine par sa participation réelle, active et naturelle à l'existence d'une collectivité qui conserve vivants certains trésors du passé et certains sentiments de l'avenir. » Des trésors spirituels susceptibles d'éclairer et d'inspirer nos médiations avec le monde, les autres et nous-mêmes.

Un tel déracinement n'est pourtant pas une fatalité; et des projets de société peuvent naître de révolutions techniques. D'ailleurs, les solutions de rechange existent (énergie solaire, éolienne, géothermique, etc.) et certaines

Dans un monde de pesanteur... la grâce?

La grâce, croit Simone Weil, c'est de renoncer à certains privilèges pour favoriser les autres ou simplement les laisser être; c'est Goliath qui renonce à écraser David... Rarissime. Voilà pourquoi elle travaillera à rédiger *L'enracinement*, sous-titré *Prélude à une déclaration des devoirs envers l'être humain*. Elle croit en effet que la notion de droit devrait être subordonnée à celle de devoir, puisqu'« un droit n'est pas efficace en lui-même mais seulement par l'obligation à laquelle il correspond; l'accomplissement effectif d'un droit provient non pas de celui qui le possède, mais des autres hommes qui se reconnaissent obligés à quelque chose envers lui ».

Selon Simone Weil, nous devons travailler activement à satisfaire les besoins humains. Des besoins pressants, puisque, à carburer au bois, à la houille et au pétrole, le cours de l'histoire s'est radicalement accéléré! L'humanité ayant franchi le cap des sept milliards, on peut dire qu'elle eut beaucoup d'enfants... Quel avenir pour eux? Cela dépendra de l'intelligence que nous déploierons. Mais aussi du courage et de l'amour — osons le mot — dont nous serons capables: « L'avenir ne nous apporte rien, ne nous donne rien; c'est nous qui, pour le construire, devons tout lui donner. »

Des commentaires? Écrivez à Antoine Robitaille: arobitaille@ledevoir.com. Pour lire ou relire les anciens textes du *Devoir de philo* ou du *Devoir d'histoire*: www.ledevoir.com/societe/le-devoir-de-philo.